

Domaine : **Enseignement scolaire - Jeunesse**
Rubrique : Actualité - Associations - Parents - Enseignants

La coordination « École en danger » se dote d'une équipe nationale pour davantage de visibilité

La coordination nationale « École en danger », réunie pour sa 4e assemblée générale à Chenôve (Côte-d'Or) samedi 18 avril 2009, s'est dotée d'une équipe nationale pour « assurer la visibilité des actions des collectifs » de parents et de salariés de l'Éducation nationale. Le mouvement qui fédère depuis janvier 2009 des collectifs issus de tout le territoire, demande « l'abandon complet » des réformes portées par les ministres Xavier Darcos et Valérie Pécresse. À Chenôve, la coordination a réitéré sa « mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'enseignement de qualité ». Elle appelle ainsi à « participer activement » à la manifestation du 1er mai et prévoit des actions les dimanche 17 mai et mardi 26 mai prochains.

L'AG organisée à Chenôve, commune limitrophe de Dijon, a rassemblé quelque soixante participants, enseignants et parents à parts égales, rapporte Michel Haberstrau, mandaté à l'AG par les collectifs de représentants de parents de Côte-d'Or. « Une dizaine de départements étaient représentés, une dizaine d'autres ont communiqué leur contribution », confie-t-il. Une participation moindre qu'à l'AG du 14 mars 2009 à Montpellier (une centaine de participants) (L'AEF n° [110908](#)), à porter vraisemblablement sur le compte des vacances scolaires, dit Michel Haberstrau.

Dans son communiqué du 19 avril, la coordination École en danger invite coordinations lycéennes et étudiantes, syndicats de l'éducation et fédérations de parents à soutenir ses revendications, et souligne son soutien aux actions de la CNU (coordination nationale des universités). A ce titre, un porte-parole d'École en danger devrait assister à la 9ème CNU. « École en danger » appelle par ailleurs les parents d'élèves à « porter plainte contre le fichier Base élèves ».

RETRAIT DES RÉFORMES

« La volonté de continuer à résister est manifeste, ce verbe « résister » a été répété à de nombreuses reprises pendant l'AG », relate Michel Haberstrau. « 13 500 postes sont supprimés, les Rased sont supprimés, nous sommes convaincus de devoir continuer la protestation. » Deux « actions-phares » ont été retenues à l'AG de Chenôve : un pique-nique de défense du service public de l'éducation dans chaque département le dimanche 17 mai, « près de points d'eau, pour sauver l'école de la noyade », et une journée nationale « gilets jaunes » le mardi 26 mai.

L'AG du 18 avril a renouvelé son opposition à la suppression de 13 500 postes d'enseignement et des Rased (réseaux d'aide spécialisée aux enfants en difficulté), à la mise en place d'aide spécialisée, d'évaluations nationales « destinées à mettre en concurrence écoles et établissements », de nouveaux programmes « rétrogrades et inadaptés », d'Epep (établissements publics d'enseignement primaire), de structures privées et payantes pour les enfants de 2 ans. La coordination condamne également « le recours de plus en plus régulier à des personnels précaires et non formés », pour assurer notamment le SMA (service minimum d'accueil), ainsi que « la multiplication des heures supplémentaires et des remplacements à l'interne ».

DÉCRYPTAGE

« Nous sommes conscients que tout ne doit pas se passer au niveau des collectifs », indique Michel Haberstrau, « et nous avons beaucoup échangé sur le rôle des associations de parents d'élèves, des syndicats et des partis politiques. » Adhérent de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves), dont plusieurs conseils de Côte-d'Or ont porté l'AG de Chenôve, il a rejoint la coordination sur « la problématique de l'école maternelle ». « Je suis convaincu qu'une majorité de parents, quelles que soient leurs affinités politiques, sont attachés à la maternelle et n'imaginent pas sa remise en cause. Elle l'est pourtant, et ce décryptage, nous ne sommes pas les seuls à le faire. Beaucoup de choses se passent insidieusement, comme par exemple la mise en place des jardins d'éveil (L'AEF n° [112180](#)). Pour moi, le combat de l'éducation commence à la maternelle, et le mot d'ordre « de la maternelle à l'université » est pertinent. »

Pour sa part, Michel Haberstrau croit ainsi en un service public de l'éducation « ouvert sur la découverte, le sens critique, l'éveil citoyen », et non restreint à la seule « transmission des apprentissages de base », que semblent selon lui préfigurer les réformes. C'est ce que la coordination entend décoder, « avec un double sentiment », dit Michel Haberstrau. « D'une part, nous constatons que nos actions locales sont bien relayées par la presse, à qui nous faisons prendre conscience de la logique actuelle de remise en cause du service public de l'éducation. D'autre part, nous savons que cela demande du temps, et qu'il n'est pas toujours facile de convaincre. »

La prochaine assemblée générale de la coordination nationale École en danger est prévue à Toulouse (Haute-Garonne) samedi 13 juin 2009.